

## [Text]

But believe it we must. For in the testimony at the special joint committee of the Senate and the House of Commons, there appears not only an indifference but also a certain degree of self-righteousness. They think what has been done is correct and honourable.

Given the long history of western alienation toward central Canada and, to name just one grievance, the east's manipulation of freight rates to protect its industrial heartland, it is very perplexing to see the west, a victim for so long, ignore this obvious injustice. Principle becomes whimsy, self-interest the end-all. Altruism is a buzzword of the insincere—or so it would seem.

Bill McKnight, in a luncheon speech on Thursday, stated that "Meech Lake should remind northerners that Canada does not overlook political realities for long". In other words, he would have us believe that when the time is right the country will somehow pull together to grant us provincehood. But in fact political reality is, as is so clearly demonstrated in the Meech Lake accord, simply a matter of self-interest.

To quote Vaughan Palmer, writing in *The Vancouver Sun*:

The Prime Minister's inspiration, the thing that gave him his accord, was the realization that the demands of Quebec and the concerns of the western provinces were not all that different. The provinces could be reconciled if each was offered essentially the same deal.

What deal in the future will satisfy ten diverse regional entities to bring about unanimous consent? It is naive even to think about it. As for Mr. McKnight's remarks about how quickly this agreement was reached, I would remind him of the time it took to repatriate the BNA Act: 115 years.

Finally, I have some observations on what provincial status might mean to tourism in the Yukon. Northern economies have traditionally been exploited by the south. The reasons for this are many, ranging from the area's traditionally resource-based economy to its lack of control over its own environment. Northern tourism has the potential—with its Indian culture, wilderness adventure, and world-class attractions such as Kluane National Park—to lessen this impact and give this region a base of independence.

A provincial environment has advantages over the present system in this pursuit. Two-government control over Yukon's jurisdiction creates a cumbersome inefficiency that stifles entrepreneurial spirit. It is that much harder to establish a unified program of which tourism, in my belief, is the cornerstone. Hence, provincehood is not an abstract idea but at the right

## [Traduction]

tence? Comment pourrait-on croire une telle chose? Mais force nous est d'en arriver à cette conclusion. Des témoignages rendus devant le comité mixte spécial du Sénat et de la Chambre des communes, il ressort en effet, non seulement de l'indifférence, mais aussi un certain contentement de soi. On estime avoir agi de façon juste et honorable.

Étant donné la marginalisation de longue date de l'Ouest par le Centre du Canada et, pour ne citer qu'un sujet de plainte, la manipulation par les régions de l'Est des tarifs ferroviaires afin de protéger leur prépondérance industrielle, on s'étonne beaucoup de voir l'Ouest, si longtemps victime, ne tenir aucun compte de cette injustice manifeste. Les caprices se substituent aux principes, l'intérêt personnel devient le but suprême. L'altruisme est un terme de jargon employé par des personnes de mauvaise foi—du moins on le dirait.

Bill McKnight déclarait jeudi, lors d'un déjeuner-causerie, que (TRADUCTION) «l'accord du lac Meech devrait rappeler aux habitants du Nord que le Canada ne ferme pas longtemps les yeux sur les réalités politiques». En d'autres termes, il voudrait nous faire croire que lorsque le temps sera venu, le pays s'efforcera d'une manière ou d'une autre de faire de nous une province. Mais en fait, la réalité politique n'est simplement qu'une question d'intérêt personnel, comme cela a été si clairement démontré par l'accord du lac Meech.

Je citerai Vaughan Palmer, qui écrivait ceci dans le *Vancouver Sun*:

L'inspiration du Premier ministre, ce qui lui a permis d'obtenir l'accord, c'est d'avoir constaté que les exigences du Québec et les préoccupations des provinces de l'Ouest n'étaient pas si différentes. Il était possible de réconcilier les provinces en offrant à chacune la même chose, fondamentalement.

Comment pourrait-on croire, sans faire preuve de naïveté, qu'il sera possible dans l'avenir d'arriver à un marché qui satisfasse dix entités régionales différentes, suscite un consentement unanime? Quant à l'observation de M. McKnight, qui soulignait la rapidité avec laquelle l'accord a été conclu, je tiens à lui rappeler qu'il a fallu 115 ans pour rapatrier l'A.A.N.B.

Enfin, je voudrais faire quelques observations sur ce que le fait de devenir une province pourrait signifier pour le Yukon, en matière de tourisme. Les économies du Nord ont toujours fait l'objet d'une exploitation par le Sud. Cela tient à de nombreuses raisons, par exemple, le fait que traditionnellement, l'économie de la région soit fondée sur l'exploitation des ressources naturelles, et l'absence d'un véritable droit de regard de la région sur son propre environnement. Le tourisme pourrait éventuellement atténuer cette situation et donner à la région une certaine autonomie—pensons à la culture indienne, aux vacances dans des régions sauvages et à des sites touristiques de première classe comme le Parc national de Kluane.

Le fait d'être une province présenterait des avantages, par rapport au système actuel, pour la réalisation de cet objectif. L'existence de deux paliers d'administration, dans le cas du Yukon, entraîne une lourde inefficacité, qui étouffe l'esprit d'entreprise. Il est d'autant plus ardu d'établir un programme cohérent dont le tourisme, à mon avis, constitue la clé de voûte. Aussi l'accession au rang de province n'est pas une idée abs-